

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 273

19 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve waarbij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » ertoe gemachtigd wordt, onder waarborg van de Franse Gemeenschap, leningen aan te gaan tot een werkelijk bedrag van 387 miljoen frank

De Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 13, §§ 3 en 5 en artikel 83, §§ 2 en 3;

Gelet op het decreet van 25 februari 1981 waarbij de waarborg van de Franse Gemeenschap aan de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » verleend wordt om leningen tot een bedrag van 2 550 miljoen frank aan te gaan;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en na de beraadslaging van de Executieve van 11 september 1989,

Besluit :

Artikel 1. De « Radio-Télévision belge de la Communauté française » wordt ertoe gemachtigd, onder waarborg van de Franse Gemeenschap, één of meer leningen aan te gaan voor een bedrag dat driehonderd zevenentachtig miljoen frank niet overschrijdt.

De nadere regels en voorwaarden voor die leningen worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister-Voorzitter van de Executieve, Voogdijminister van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française ».

Art. 2. De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 1989.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

V. FEAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 274

7 DECEMBRE 1989. — Décret modifiant l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de Rénovation Industrielle tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 octobre 1984 et 21 février 1985 et l'arrêté royal n° 486 du 31 décembre 1986 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Les dispositions de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de Rénovation Industrielle, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 octobre 1984 et 21 février 1985 et l'arrêté royal n° 486 du 31 décembre 1986 sont supprimées à l'exception de l'article 1er, dont le texte est modifié comme suit :

« Il est créé un Fonds de Rénovation Industrielle désigné ci-après par le sigle « FRI », à charge du budget de la Région wallonne ».

Les articles 2 et suivants sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 2. La Société régionale d'Investissement de Wallonie, désignée ci-après par le sigle S.R.I.W., est autorisée à créer une filiale spécialisée qui gère les fonds du FRI.

Art. 3. Le FRI est destiné à permettre :

1° le financement des apports que fait la S.R.I.W. au capital de sociétés de reconversion, en vertu de contrats de reconversion au sens de la loi de redressement du 31 juillet 1984; cette mission est dénommée la « première mission FRI ».

2° le financement de projets rentrant dans les missions statutaires de la S.R.I.W.; cette mission est dénommée la « seconde mission FRI ».

Art. 4. Les fonds du FRI sont gérés par un comité de gestion.

Le comité de gestion est composé des membres du comité de direction de la S.R.I.W. et des délégués de l'Exécutif régional wallon auprès du conseil d'administration de la S.R.I.W.

En outre, l'inspecteur des finances ou les inspecteurs des finances accrédités auprès du Ministre de la Région wallonne ayant l'Economie dans ses attributions y siègent avec voix consultative.

(1) Session 1989-1990 :

Documents du Conseil, 114 (1989-1990), nos 1 et 2.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 29 novembre 1989.

Discussion. — Adoption.

Art. 5. Le comité de gestion élit un président parmi ses membres.

Le comité de gestion se réunit sur convocation de son président.

Le président est tenu de convoquer une réunion dans le mois de la réception du dossier introduit par la S.R.I.W. en vue l'octroi d'une avance.

Le comité de gestion ne peut prendre de décision que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque membre présent ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Si, lors d'une réunion, ce quorum n'est pas atteint, les points à l'ordre du jour de cette séance sont, de plein droit, reportés à l'ordre du jour de la réunion suivante, au cours de laquelle il sera valablement statué sur lesdits points sans qu'aucun quorum ne soit requis.

Le comité de gestion décide à la majorité des voix de membres présents ou représentés.

En cas de parité de voix ou à la demande unanime de délégués présents de l'Exécutif régional wallon auprès du conseil d'administration de la S.R.I.W., le comité de gestion transmet le dossier à l'Exécutif régional wallon qui décide en dernier ressort.

Art. 6. Le comité de gestion octroie à la S.R.I.W., dans les conditions prévues par la loi de redressement du 31 juillet 1984 et par le présent décret, des avances sans intérêt, ci-après désignées « avances FRI » remboursables dans les conditions et selon les modalités prescrites par le présent décret.

Le comité de gestion est chargé de veiller au respect des conditions de mise à disposition prévues par la loi de redressement du 31 juillet 1984 et par le présent décret.

Le comité de gestion peut effectuer des placements de trésorerie et des fonds du FRI.

Art. 7. Chaque année, le comité de gestion fera rapport à l'Exécutif régional wallon sur la gestion et en particulier sur les dossiers traités dans le cadre des deux missions du FRI.

A ce rapport est joint un rapport de l'inspecteur des finances ou des inspecteurs des finances siégeant dans le comité.

Les rapports portent notamment sur les cas d'application de l'article 17 du présent décret.

Art. 8. Le FRI est alimenté par :

1° Le versement par la Région wallonne du solde du FRI du Ministère des Affaires économiques transféré à la Région wallonne en vertu de la loi du 16 janvier 1989 de financement des Communautés et des Régions.

2° Les remboursements par la S.R.I.W. de sa dette à l'égard du FRI en vertu des avances reçues du FRI sur base de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 constituant un Fonds de Renovation industrielle.

3° La dotation éventuelle attribuée par la Région wallonne.

4° Les intérêts produits par les placements de trésorerie des fonds du FRI.

Art. 9. Un compte distinct est ouvert par le comité de gestion pour chacune des deux missions FRI.

Les avances destinées à l'accomplissement par la S.R.I.W. de la première mission FRI et les remboursements effectués par la S.R.I.W. sur ces avances sont inscrits au premier compte.

Les avances destinées à l'accomplissement par la S.R.I.W. de la seconde mission FRI et les remboursements sur ces avances sont inscrits au second compte.

Aucun transfert ne pourra avoir lieu d'un compte à l'autre que moyennant l'accord exprès et motivé du comité de gestion du FRI.

Art. 10. Pour l'exécution de la première mission FRI, la S.R.I.W. ne peut utiliser les sommes mises à sa disposition que pour libérer les actions émises ou à émettre par des sociétés de reconversion.

Pour l'exécution de la seconde mission FRI, la S.R.I.W. ne peut utiliser les sommes mises à sa disposition que pour libérer ou acquérir des actions ou des obligations convertibles ou non en actions.

Art. 11. En cas d'intervention du FRI, la S.R.I.W. doit participer au financement des opérations à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié de l'avance FRI.

Sauf décision contraire expresse du comité de gestion, la participation S.R.I.W. s'effectue sous les mêmes formes que celles faites au moyen de l'avance FRI; les libérations et versements s'effectuent simultanément et dans la même proportion.

Art. 12. Le montant de l'avance FRI est disponible trente jours après la décision de l'approbation du comité de gestion ou, le cas échéant, de l'Exécutif régional wallon.

Moyennant accord exprès du comité de gestion ou, le cas échéant, de l'Exécutif régional wallon, la mise à disposition des fonds peut être effectuée avant ce délai.

Le montant de l'avance peut être prélevé en une ou plusieurs tranches. La S.R.I.W. communique au comité de gestion un calendrier des dates probables des prélèvements.

Art. 13. La S.R.I.W. rembourse immédiatement les montants qui n'auraient pas reçu, dans les trente jours de leur réception, l'affectation prévue dans la demande d'avance FRI. A défaut de remboursement dans ce délai, le montant dû est majoré à partir de ce jour d'un intérêt dont le taux est défini à l'avenant des protocoles visés à l'article 18 du présent décret.

Art. 14. La S.R.I.W. est tenue de rembourser la part proportionnelle correspondant, par opération, à l'avance FRI dans l'intervention globale, de tous les remboursements en principal de prêts obligataires et de tous les prix de vente d'actions ou d'obligations. Ces remboursements doivent être effectués dans le mois de la réception de ces montants par la S.R.I.W.

Cette obligation prend fin, pour une opération déterminée, lorsque la S.R.I.W. a remboursé un montant équivalent au montant nominal de l'avance FRI dans cette opération. La S.R.I.W. conserve les fruits et revenus de ces interventions.

Art. 15. Dans les comptes de la filiale spécialisée, le solde de la dette de la S.R.I.W., résultant de l'application des articles 13, 14 et 17 du présent décret, figure comme une dette envers la Région wallonne.

Art. 16. En cas de modifications de la personnalité juridique de la société bénéficiaire de l'intervention de la S.R.I.W. ou de la nature juridique des titres représentatifs, de l'intervention de la S.R.I.W. par voie de fusion, scission, absorption, apport en capital ou autrement, l'obligation de remboursement de la S.R.I.W. sera reportée sur les remboursements ou paiements faits par la nouvelle personne juridique concernée ou relative aux titres nouveaux de la S.R.I.W.

Art. 17. En cas de faillite, concordat ou mise en liquidation de la société ou dans l'hypothèse où il s'avèrerait certain que la S.R.I.W. est dans l'impossibilité de recouvrer tout ou partie de sa souscription, le comité de gestion, par décision expresse et motivée, fera abandon de la partie irrécouvrable de sa créance.

Art. 18. Les protocoles existant entre le FRI et la S.R.I.W. font l'objet d'un avenant prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Il est applicable immédiatement aux effets futurs des avances que le FRI, créé par l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 constituant un Fonds de Rénovation industrielle, a consenties à la S.R.I.W. antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent arrêté, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 décembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 274

7. DEZEMBER 1989. — Dekret zur Abänderung des Königlichen Erlasses Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Errichtung eines Fonds für Industrielle Erneuerung, so wie er durch die Königlichen Erlasse vom 4. Oktober 1984 und vom 21. Februar 1985 und durch den Königlichen Erlass Nr. 486 vom 31. Dezember 1986 abgeändert worden ist (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive sanktionieren es :

Artikel 1. Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Errichtung eines Fonds für Industrielle Erneuerung, so wie er durch die Königlichen Erlasse vom 4. Oktober 1984 und vom 21. Februar 1985 und durch den Königlichen Erlass Nr. 486 vom 31. Dezember 1986 abgeändert worden ist, werden mit Ausnahme von Artikel 1, dessen Text wie folgt abgeändert wird, aufgehoben :

« Er wird ein Fonds für Industrielle Erneuerung, nachstehend mit der Abkürzung « FIE » bezeichnet, zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region errichtet. »

Artikel 2 und die folgenden Artikel werden durch nachstehende Bestimmungen ersetzt :

Art. 2. Die Regionale Investitionsgesellschaft für Wallonien, nachstehend mit der Abkürzung « R.I.G.W. » bezeichnet, darf eine spezialisierte Tochtergesellschaft gründen, die die Mittel des FIE verwaltet.

Art. 3. Der FIE soll folgendes ermöglichen :

1. die Finanzierung der Einbringungen in das Kapital von Umstellungsgesellschaften, die die R.I.G.W. aufgrund von Umstellungsverträgen im Sinne des Sanierungsgesetzes vom 31. Juli 1984 leistet; dieser Auftrag wird « erster FIE-Auftrag » bezeichnet;

2. die Finanzierung von Projekten, die unter die statutarischen Aufträge der R.I.G.W. fallen; dieser Auftrag wird « zweiter FIE-Auftrag » bezeichnet.

Art. 4. Die Mittel des FIE werden von einem geschäftsführenden Ausschuss verwaltet.

Dergeschäftsführenden Ausschuss besteht aus den Mitgliedern des Direktoriums der R.I.G.W. und den Beauftragen der Wallonischen Regionalexekutive beim Verwaltungsrat der R.I.G.W.

Ferner nehmen der Finanzinspektor oder die Finanzinspektoren, die beim Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, akkreditiert sind, mit beratender Stimme an den Sitzungen des geschäftsführenden Ausschusses teil.

(1) Sitzungsperiode 1989-1990 :

Ratsdokumente 114 (1989-1990), Nrn. 1 und 2.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 29. November 1989.

Diskussion. — Abstimmung.

Art. 5. Der geschäftsführende Ausschuß wählt einen Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern.

Der geschäftsführende Ausschuß tritt auf Einberufung seines Vorsitzenden zusammen.

Der Vorsitzende muß innerhalb des Monats nach Empfang der Akte, die die R.I.G.W. im Hinblick auf die Gewährung eines Vorschusses einreicht, eine Versammlung einberufen.

Der geschäftsführende Ausschuß ist nur beschlußfähig, wenn die Hälfte seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten sind.

Jedes anwesende Mitglied darf höchstens zwei Vollmachten besitzen.

Ist eine Versammlung nicht beschlußfähig, so werden die Punkte, die an der Tagesordnung dieser Sitzung stehen, von Rechts wegen auf die Tagesordnung der darauffolgenden Versammlung gesetzt, bei der die Entscheidungen über die besagten Punkte gültig sein werden, ohne daß ein Quorum erforderlich ist.

Der geschäftsführende Ausschuß faßt seine Beschlüsse mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Mitglieder.

Bei Stimmgleichheit oder wenn die anwesenden Beauftragten der Wallonischen Regionalexekutive beim Verwaltungsrat der R.I.G.W. einstimmig einen entsprechende Antrag gestellt haben, leitet der geschäftsführende Ausschuß die Akte an die Wallonische Regionalexekutive weiter, und diese entscheidet in letzter Instanz.

Art. 6. Unter den durch das Sanierungsgesetz vom 31. Juli 1984 und durch vorliegendes Dekret festgelegten Bedingungen gewährt der geschäftsführende Ausschuß der R.I.G.W. zinslose Vorschüsse — nachstehend « FIE-Vorschüsse » genannt —, welche unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die durch vorliegendes Dekret vorgeschrieben werden, zurückzuzahlen sind.

Der geschäftsführende Ausschuß ist beauftragt, für die Einhaltung der durch das Sanierungsgesetz vom 31. Juli 1984 und durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Bedingungen in bezug auf die Bereitstellung der Summen zu sorgen.

Der geschäftsführende Ausschuß kann Bargeld und Mittel des FIE anlegen.

Art. 7. Jedes Jahr erstattet der geschäftsführende Ausschuß der Wallonischen Regionalexekutive Bericht über seine Geschäftsführung und vor allem über die Akten, die im Rahmen der beiden Aufträge des FIE bearbeitet worden sind.

Diesem Bericht wird ein Bericht der Finanzinspektor bzw. der Finanzinspektoren, die an den Sitzungen des Ausschusses teilnehmen, beigefügt.

Die Berichte betreffen insbesondere die Fälle, in denen Artikel 17 dieses Dekrets angewandt worden ist.

Art. 8. Der FIE wird aufgefüllt durch :

1. die von der Wallonischen Region geleisteten Zahlung des Restbetrags des FIE des Ministeriums der Wirtschaftsangelegenheiten, der der Wallonischen Region aufgrund des Gesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen übertragen worden ist.

2. die von der R.I.G.W. geleisteten Rückzahlungen der Beträge, die sie dem FIE schuldet aufgrund der Vorschüsse, die sie kraft des Königlichen Erlasses Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Errichtung eines Fonds für Industrielle Erneuerung vom FIE erhalten hat.

3. die Dotation, die die Wallonische Region eventuell gewährt;

4. die Zinsen aus den Bargeldanlagen aus den Mitteln des FIE.

Art. 9. Der geschäftsführende Ausschuß eröffnet ein getrenntes Konto für jeden der beiden FIE-Austräge.

Die Vorschüsse, die für die Erfüllung des ersten Auftrags durch die R.I.G.W. bestimmt sind, und die Rückzahlungen, die die R.I.G.W. leistet, werden in das erste Konto eingetragen.

Die Vorschüsse, die für die Erfüllung des zweiten Auftrags durch die R.I.G.W. bestimmt sind, und die Rückzahlungen dieser Vorschüsse werden in das zweite Konto eingetragen.

Eine Überweisung von einem Konto auf das andere darf nur mit der ausdrücklichen und begründeten Zustimmung des geschäftsführenden Ausschusses des FIE erfolgen.

Art. 10. Zur Ausführung des ersten FIE-Auftrags darf die R.I.G.W. nur die Beträge benutzen, die ihr für die Einzahlung der Aktien, die von Umstellungsgesellschaften ausgegeben worden sind bzw. auszugehen sind, zur Verfügung gestellt worden sind.

Zur Ausführung des zweiten FIE-Auftrags darf die R.I.G.W. nur die Beträge benutzen, die ihr für die Einzahlung oder den Erwerb der Aktien oder der Obligationen, die in Aktien umgewandelt werden können oder nicht, zur Verfügung gestellt worden sind.

Art. 11. Bei einer Beteiligung des FIE muß sich die R.I.G.W. mit einem Betrag, der mindestens der Hälfte des FIE-Vorschusses entspricht, an der Finanzierung der Geschäfte beteiligen.

Sofern der geschäftsführenden Ausschuß keinen ausdrücklichen gegenteiligen Beschluß gefaßt hat, erfolgt die Beteiligung der R.I.G.W. in der gleichen Art und Weise wie der vom FIE geleistete Vorschuß: Die Einzahlungen erfolgen zur gleichen Zeit und in dem gleichen Verhältnis.

Art. 12. Der Betrag des FIE-Vorschusses ist dreißig Tage nach dem Genehmigungsbeschluß des geschäftsführenden Ausschusses bzw. der Wallonischen Regionalexekutive verfügbar.

Die Mittel können mit der ausdrücklichen Zustimmung des geschäftsführenden Ausschusses bzw. der Wallonischen Regionalexekutive vor dieser Frist zur Verfügung gestellt werden.

Der Betrag des Vorschusses kann in einem Male oder in mehreren Teilbeträgen abgehoben werden. Die R.I.G.W. übermittelt dem geschäftsführenden Ausschuß einen Zeitplan mit den voraussichtlichen Daten der Abhebungen.

Art. 13. Die R.I.G.W. zahlt die Beträge, die nicht binnen dreißig Tagen nach ihrem Empfang die im Antrag auf den FIE-Vorschuß vorgesehene Verwendung gefunden haben sollten, unverzüglich zurück. Erfolgt die Rückzahlung nicht innerhalb dieser Frist, so wird der geschuldete Betrag um einen Zins erhöht, dessen Satz im Zusatzvertrag zu den in Artikel 18 des vorliegenden Dekrets erwähnten Vereinbarungen bestimmt ist.

Art. 14. Die R.I.G.W. muß den dem FIE-Vorschuß auf die gesamte Beteiligung je Geschäft entsprechenden Anteil sämtlicher Rückzahlungen des Kapitals in Obligationsanleihen und sämtlicher Verkaufspreise von Aktien oder Obligationen zurückerstatten. Diese Rückerstattungen müssen innerhalb des Monats, in dem die R.I.G.W. diese Beträge erhält, erfolgen.

Diese Verpflichtung erlischt für ein bestimmtes Geschäft, wenn die R.I.G.W. einen Betrag zurückgezahlt hat, der dem Nennbetrag des FIE-Vorschusses bei diesem Geschäft entspricht. Die R.I.G.W. behält die Früchte und Erträge dieser Beteiligungen.

Art. 15. In den Rechnungen der spezialisierten Tochtergesellschaft erscheint der Restbetrag der Schuld der R.I.G.W., die sich aus der Anwendung der Artikel 13, 14 und 17 des vorliegenden Dekrets ergibt, als Schuld gegenüber der Wallonischen Region.

Art. 16. Wenn die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, die die Unterstützung der R.I.G.W. erhält, oder die Rechtsnatur der Wertpapiere, die die Unterstützung der R.I.G.W. darstellen, durch Fusion, Aufspaltung, Übernahme, Kapitaleinlage oder sonstwie geändert wird, ist die Rückzahlungspflicht der R.I.G.W. auf die Erstattungen oder Zahlungen vorzutragen, die die neue betreffende Rechtsperson leistet oder die die neuen Wertpapiere der R.I.G.W. betreffen.

Art. 17. Im Falle eines Konkurses, eines Vergleichs oder einer Auflösung der Gesellschaft oder wenn sich mit Sicherheit herausstellen sollte, daß die R.I.G.W. nicht imstande ist, ihre gezeichnetes Kapital ganz oder teilweise beizutreiben, verzichtet der geschäftsführende Ausschuß durch eine ausdrücklichen und begründeten Beschluß auf den nicht beizutreibbaren Teil seiner Schuldforderung.

Art. 18. Die zwischen dem FIE und der R.I.G.W. getroffenen Vereinbarungen werden in einem Zusatzvertrag aufgenommen, der mit Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets wirksam wird.

Art. 19. Vorliegendes Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Es findet unverzüglich Anwendung auf die künftigen Auswirkungen der Vorschüsse, die der durch den Königlichen Erlaß Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Errichtung eines Fonds für Industrielle Erneuerung eingeführte FIE der R.I.G.W. vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets bewilligt hat.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, am 7. Dezember 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriezonen
und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 274

7 DECEMBER 1989. — Decreet houdende wijziging van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985 en het koninklijk besluit nr. 486 van 31 december 1986 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. De bepalingen van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 oktober 1984 en 21 februari 1985 en het koninklijk besluit nr. 486 van 31 december 1986 zijn afgeschaft, met uitzondering van artikel 1 waarvan de tekst wordt gewijzigd als volgt:

« Er wordt een Fonds voor Industriële Vernieuwing ingesteld, hierna aangeduid door de afkorting « F.I.V. », ten laste van de begroting van het Waalse Gewest ».

De artikelen 2 en volgend zijn vervangen door volgende bepalingen:

Art. 2. De Gewestelijke Investeringsmaatschappij, hierna aangeduid door de afkorting « G.I.W. », is gemachtigd een gespecialiseerde dochtervennootschap op te richten die de fondsen van het F.I.V. beheert.

Art. 3. Het F.I.V. heeft tot opdracht toe te laten:

1° de financiering van de inbrengen die de G.I.W. doet uit hoofd van reconversiecontracten in de zin van de herstellwet van 31 juni 1984 in het kapitaal van reconversievennootschappen; deze opdracht wordt de « eerste F.I.V.-opdracht » genoemd.

(1) Zitting 1989-1990:

Stukken van de Raad, 114 (1989-1990), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. Openbare zitting van 29 november 1989.

Bespreking. — Goedkeuring.

Art. 4. De fondsen van het F.I.V. worden beheerd door een bestuurscomité.

Het bestuurscomité bestaat uit leden van het directiecomité van de G.I.W. en uit afgevaardigden van de Waalse Gewestexecutieve bij de raad van bestuur van de G.I.W. Bovendien zetelt (of zetelen) er met raadgevende stem de bij de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Economie behoort geaccrediteerde inspecteur of inspecteurs van Financiën.

Art. 5. Het bestuurscomité kiest een voorzitter onder zijn leden.

Het bestuurscomité wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter. De voorzitter is ertoe gehouden een vergadering bijeen te roepen binnen de maand na de ontvangst van het door de G.I.W. ingediende dossier ten einde een voorschot toe te kennen.

Het bestuurscomité kan alleen beslissingen nemen indien de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Elk aanwezig lid mag niet meer dan twee volmachten hebben. Indien op een vergadering dit quorum niet wordt bereikt, worden de punten van de agenda van rechtswege ingeschreven op de agenda van de volgende vergadering, tijdens dewelke over genoemde punten geldig wordt beslist, zonder dat aan enig quorum moet worden voldaan.

Het bestuurscomité beslist bij meerderheid van de door de aanwezige of vertegenwoordigde leden uitgebrachte stemmen. Bij staking van de stemmen of bij eenparige aanvraag van de aanwezige afgevaardigden van de Waalse Gewestexecutieve bij de raad van bestuur van de G.I.W. maakt het bestuurscomité het dossier over aan de Waalse Gewestexecutieve die er in laatste aanleg over beslist.

Art. 6. Het bestuurscomité kent aan de G.I.W., aan de voorwaarden voorzien bij de herstellwet van 31 juli 1984 en bij dit decreet, voorschotten toe zonder interest, hierna « F.I.V.-voorschotten » genoemd, die terugbetaalbaar zijn aan de in dit decreet voorgeschreven voorwaarden en modaliteiten.

Het bestuurscomité wordt belast met het toezicht op de naleving van de voorwaarden van terbeschikkingstelling voorzien bij de herstellwet van 31 juli 1984 en bij dit decreet.

Het bestuurscomité kan geldbeleggingen doen en de fondsen van het F.I.V. beleggen.

Art. 7. Ieder jaar brengt het bestuurscomité verslag uit bij de Waalse Gewestexecutieve over zijn beheer en in het bijzonder over de in het kader van de twee opdrachten van het F.I.V. behandelde dossiers.

Bij dit verslag wordt het verslag gevoegd van de in het comité zetelende inspecteur of inspecteurs van financiën.

De verslagen hebben meer bepaald betrekking op de toepassingsgevallen van artikel 17 van dit decreet.

Art. 8. Het F.I.V. wordt gestijfd door middel van :

1° de storting door het Waalse Gewest van het saldo van het F.I.V. van het Ministerie van Economische Zaken dat overgedragen is aan het Waalse Gewest krachtens de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

2° de terugbetalingen door de G.I.W. van haar schuld t.o.v. het F.I.V. krachtens de voorschotten ontvangen van het F.I.V. op basis van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing;

3° de eventuele dotatie toegekend door het Waalse Gewest;

4° de interesten opgeleverd door de geldbeleggingen van de fondsen van het F.I.V.

Art. 9. Voor elk van de F.I.V.-opdrachten opent het bestuurscomité een afzonderlijke rekening.

De voorschotten bestemd voor de uitvoering door de G.I.W. van de eerste F.I.V.-opdracht en de door de G.I.W. verrichte terugbetalingen op deze voorschotten worden op de eerste rekening ingeschreven.

De voorschotten bestemd voor de uitvoering door de G.I.W. van de tweede F.I.V.-opdracht en terugbetalingen op deze voorschotten worden op de tweede rekening ingeschreven. Een overschrijving van een rekening naar de andere kan enkel plaats vinden mits de uitdrukkelijke en gemotiveerde instemming van het bestuurscomité van het F.I.V.

Art. 10. Voor de uitvoering van de eerste F.I.V.-opdracht kan de G.I.W. de ter hare beschikking gestelde bedragen gebruiken enkel om de door de reconversievennootschappen uitgegeven of uit te geven aandelen uit te betalen.

Voor de uitvoering van de tweede F.I.V.-opdracht kan de G.I.W. de ter hare beschikking gestelde bedragen gebruiken enkel om aandelen of converteerbare of niet obligaties uit te betalen of te kopen.

Art. 11. In geval van tegemoetkoming van het F.I.V. moet de S.R.I.W. deel nemen in de financiering van de verrichtingen voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de helft van het F.I.V.-voorschot.

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende beslissing van het bestuurscomité geschiedt de deelneming van de G.I.W. in dezelfde vorm als waarin de F.I.V.-tegemoetkoming wordt aangewend, de afbetalingen en stortingen geschieden gelijktijdig en in dezelfde verhouding.

Art. 12. Het bedrag van het F.I.V.-voorschot is beschikbaar dertig dagen na de beslissing van de goedkeuring van het bestuurscomité of, in voorkomend geval, van de Waalse Gewestexecutieve.

Met uitdrukkelijke instemming van het bestuurscomité of, in voorkomend geval, van de Waalse Gewestexecutieve kan de terbeschikkingstelling van de fondsen geschieden voor dit termijn.

Het bedrag van het voorschot kan in één of meerdere schijven afgehouden worden. De G.I.W. maakt aan het bestuurscomité een schema over met de vermoedelijke afhoudingsdata.

Art. 13. De G.I.W. betaalt de bedragen onmiddellijk terug die binnen de dertig dagen na hun ontvangst, de in de aanvraag voor F.I.V.-voorschot voorziene bestemming niet verkregen hebben. Bij gebreke van deze terugbetaling binnen het termijn wordt het verschuldigd bedrag vermeerderd, van die dag af, met een interest waarvan de rentevoet vastgesteld is in overeenstemming met de in artikel 18 van dit decreet bedoelde protocollen.

Art. 14. De G.I.W. is ertoe gehouden het evenredig aandeel terug te betalen van alle hoofdsomterugbetalingen van verkochte leningen en van alle verkoopprijzen van aandelen of obligaties dat, per verrichting, overeenstemt met het F.I.V.-voorschot. Deze terugbetalingen moeten geschieden binnen de maand na ontvangst van deze bedragen door de G.I.W. Deze verplichting eindigt wanneer, voor een bepaalde verrichting, de G.I.W. een bedrag gelijk aan het nominaal bedrag van het F.I.V.-voorschot voor deze verrichting terugbetaald heeft. De G.I.W. behoudt de opbrengst en de inkomsten van deze tegemoetkomingen.

Art. 15. In de rekeningen van de gespecialiseerde dochtermaatschappij is het saldo van de schuld van de G.I.W. voorkomend uit de toepassing van artikelen 13, 14 en 17 van dit decreet ingeschreven als een schuld t.o.v. het Waalse Gewest.

Art. 16. In geval van wijzigingen van de juridische persoonlijkheid van de vennootschap die recht heeft op de tegemoetkoming van de G.I.W. of van de juridische aard van de representatieve titels van de tegemoetkoming van de G.I.W. door fusie, splitsing, opname, kapitaalbreng of op één of andere wijze wordt de terugbetalingsverplichting van de G.I.W. gereporteerd op de terugbetalingen of betalingen verricht door de betrokkene nieuwe rechtspersoon of betreffende de nieuwe titels van de G.I.W.

Art. 17. In geval van faillissement, akkoord of vereffening van de vennootschap of de veronderstelling dat het zeker zou zijn dat het onmogelijk is voor de G.I.W. geheel of ten dele haar intekening terug te krijgen, doet het Bestuurscomité, bij uitdrukkelijke en gemotiveerde beslissing, afstand van het niet-terugvorderbaar deel van zijn schuld.

Art. 18. De bestaande protocollen tussen het F.I.V. en de G.I.W. zijn het onderwerp van een aanhangsel dat ingaat op de datum van inkrachtneming van dit besluit.

Art. 19. Dit decreet treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het is onmiddellijk van toepassing op de toekomstige gevolgen van de voorschotten toegestaan door het bij koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing ingesteld F.I.V. aan de G.I.W. voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 december 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Lokale Besturen, gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologiën, Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F 90 — 275

29 JUN 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
d'exécution de l'article 93, alinéa 4, de la loi-programme du 30 décembre 1988 (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 93, alinéa 4,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient, dès le 1er juillet 1989, de permettre à trois nouvelles catégories d'organismes d'occuper des agents contractuels subventionnés; sans cela, le montant correspondant à une indemnité de chômage ne pourrait pas être octroyé à la Région wallonne par l'Etat central pour les chômeurs que ces organismes continueraient à occuper;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête

Article 1^{er}. Les associations de communes à finalité économique, les établissements publics pour le temporel des cultes et les wateringues sont compris dans le champ d'application du chapitre II, création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics, du titre III, emploi et travail, de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1989

(1) Référence au *Moniteur belge*

Lor-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989